

Pa - 1 -

Bureau 7 oct - 91 -

L^e Pol. Protecto

N^o 750

M. le M^{re}

Article de l'Union
relatif aux travailleurs
italiens dans la
Régence

Pour faire suite à mes dépêches N^{os} 726 et 749
j'ai l'honneur de transmettre ci-joint

à V. S. la traduction d'un article de

"l'Union" relatif à la condition des
travailleurs italiens dans la Régence.

Cet article
répond à la polémique entreprise
à ce sujet par le journal français

"le Bulletin".

D^e Pol. Protecto

Extrait du

Journal de l'Union de l'Indochine
N^o 750

l'attitude prise par nos Chargés d'affaires
au sein des commissions des
nouveaux règlements indochinois.

P.O.R.

M. de Muciel - J'ai deux lettres chiffrées pour vous concernant
deux communications qui paraissent dans des journaux. P.O.R.

Carson

Franklin in D. 1891

Unione

1^{er} Febr 91

1. 9.

Pour nos Rois

Notre dernier article pour la défense du droit
au travail (que l'on cherche à diminuer pour les Italiens
en Italie) nous a valu de nombreuses félicitations,
spécialement de la part de la classe ouvrière de
notre pays. Si nous parlons aujourd'hui de ces
félicitations ce n'est pas par vaine satisfaction mais,
pour démontrer que la campagne de persécution
à l'égard, trouve de l'écho dans les masses de nos
ouvriers qui, se sentant menacés, commencent à s'agiter
pour empêcher que les fureurs des uns et les
promesses officielles des autres ne ^{se changent} ~~trahissent~~ en
mesures aussi injustes que dangereuses.

Le public a parfaitement compris ^{que} les déclarations
du rapporteur du budget italien, portant assurance
qu'à l'avenir l'ouvrier italien sera exclu de toute
entreprise publique, changeant essentiellement les
choses. Tant que les journaux français réclamaient
l'adoption de ces dispositions on pouvait le tolérer
espérant que le bon sens et l'équité auraient le
dessus sur les colères et les protestations des Italophobes
Mais lorsqu'on rend publique la pensée des
hommes d'Etat français et que sans la pression
d'un petit nombre d'acharnés cette pensée
se montre favorable à un dangereux ostracisme

qui peut ôter le pain à tant de pauvres
gens qui le gagnent honnêtement, la chose
prend des proportions inquiétantes.

Déjà les déclarations de M. Massicault
à la conférence consultative de janvier
~~représentent~~ ^{défont} un ~~manque~~ d'observance des
derniers internationaux attendus que, ^{si} M. Massicault
ne pouvait ~~separer~~ ^{déparer} sa personnalité de Représentant
de la France de celle de Ministre de S. A. le Bey
il ne devrait pas oublier qu'en cette dernière il
est obligé, au nom de son Souverain, de respecter
les conventions internationales qui sont en
contradiction ouverte avec ses promesses officielles
de favoriser un élément européen au détriment
de l'autre. De plus, le Député Pichon a
forcé la dose en assurant qu'il s'impliquait
officiellement à faire écarter du travail les Italiens.
Agitation légale pour agitation officielle. Il
ne nous incombait d'autre obligation que celle
de transporter sur le champ officiel la défense
de nos intérêts et, ~~se suspendre~~ à la déclaration
ouverte de ce que les ouvriers et les entrepreneurs
italiens doivent être chassés, répondre que cela
ne peut être consenti par notre Gouvernement
tant qu'il est lié par les traités avec celui de
ce pays. Mais, pour obtenir cela dans les formes
les plus strictes de la légalité, et il y a bien

de nous adresser à nos Autorités Consulaires et
gouvernementales et de leur exposer combien
serait préjudiciable la mise en pratique de
menaces officieuses ou officielles françaises.

Il ne s'agit pas tant d'une question politique
que d'une question de pain et, c'est le cas de rappeler
~~l'importance~~ combien cette question a d'importance
partout. On peut, pour des raisons de convenance
de faire, comme s'est tenu l'Italie, ^{pendant} ~~pendant~~ plus de
dix ans alors qu'on opère lentement, mais
sûrement, contre son influence et ses traits
politiques en Europe. On ne peut toutefois
convenir que l'Europe ^{partout} ~~partout~~ du ^{contre ces dangers} ~~contre ces dangers~~ ^{du change politique} ~~du change politique~~
pour entrer dans celui qui a pour effet la
faim du peuple. Celui-ci envoie en Europe
parce qu'il sait qu'en vertu d'accords pris avec
la pratique ses bras peuvent lui fournir les
moyens d'existence, il arrive sans autre
présomption que celle d'avoir un morceau
de pain gagné, souvent, à un travail si dur
que d'autres le méprisent. Il n'est pas permis
de le lui laisser arracher de la bouche à moins
de se résoudre à paraître la dernière nation
du monde. L'Italie n'en est pas, grâce à Dieu
à ce point.

Que nos ouvriers forment, par conséquent
une cabine et ligne protestation. Que leurs chefs
s'équipent de réunissent pour délibérer. Que
notre Société ouvrière qui compte tant d'ouvriers
dans son sein se réunisse dans les limites de

la légalité et qu'elle cherche à prévenir l'immobilité
qui s'élève contre la classe ouvrière italienne.
Qu'elle devienne le centre des nombreuses forces
italiennes réprimées dans la régence et qu'elle
les réunisse dans ce but patriotique qu'il
est de son devoir de poursuivre ! Qu'elle affirme
avec toute la légalité possible, (sans le respectons)
mais avec la fermeté nécessaire en pareil
cas le droit, pour les Italiens, de ne pas
être opprimés en Tunisie par ceux qui
n'ont pas la faculté de le faire !

— J. C. C.

Shree